

TALSMANDENS GRUPPE
SPRECHERGRUPPE
SPOKESMAN'S GROUP
GROUPE DU PORTE-PAROLE
GRUPPO DEL PORTAVOCE
BUREAU VAN DE WOORDVOERDER

**INFORMATION
INFORMATORISCHE AUZFEICHNUNG
INFORMATION MEMO**

**NOTE D'INFORMATION
NOTA D'INFORMAZIONE
TER DOCUMENTIE**

Brussels, July 1977

ECSC FINANCIAL REPORT FOR 1976¹

In 1976 both the steel industry and the coal industry again made extensive use of ECSC loans.

Steel continued to suffer the most serious crisis since the end of the last war. As the financial position of the steel undertakings deteriorated, they were forced either to postpone many new investment decisions or to make the implementation of programmes already decided - and indispensable for re-establishing their competitiveness - contingent upon further loans.

Following the energy crisis of 1973, the coal industry was obliged to accept objectives stabilizing the rate of extraction. It also continued with programmes which meant taking up further loans.

The Commission made a major contribution towards financing investments by undertakings in both ECSC sectors.

For this purpose it exploited to the utmost its fund-raising capacities on the markets offering the most favourable terms. It succeeded in increasing the loans granted under Article 54 (which for the first 20 years of the ECSC's existence were on average just over 50 million u.a. per year) to 278 million u.a. in 1973, 324 million u.a. in 1974, 728 million EUA in 1975 and 982 million EUA in 1976. The ECSC's share in the financing of coal and steel investments has therefore increased from 5% to 25%. Redevelopment loans granted under Article 56 have increased over the same period from 3 million u.a. to 63 million EUA in 1976.

The Commission's capital-raising effort largely helped to keep essential steel investment programmes going, they could have been seriously jeopardized by the deteriorating operating results of almost all steel undertakings. Some of the Commission's financial aid operations carried reduced interest rates. These went to priority industrial investments and to investments in redevelopment operations which would productively re-employ workers made redundant by far-reaching changes in steel production methods or marketing conditions.

¹ Doc. 1936/77

2.

In 1977, despite the slowing down of investments in the steel sector, the ECSC maintained a high level of financing activities. Total loans paid out over the first six months of the year came to 331 million EUA.

In the next few months the Commission will continue to help finance the restructuring of the steel industry, and will provide aid for those redevelopment operations which prove necessary.

TALSMANDENS GRUPPE
SPRECHERGRUPPE
SPOKESMAN'S GROUP
GROUPE DU PORTE-PAROLE
GRUPPO DEL PORTAVOCE
BUREAU VAN DE WOORDVOERDER

Bruxelles, juillet 1977

**INFORMATION
INFORMATISCHE AUFZEICHNUNG
INFORMATION MEMO**

**NOTE D'INFORMATION
NOTA D'INFORMAZIONE
TER DOCUMENTIE**

**RAPPORT FINANCIER DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER (CECA)
POUR 1976 (1)**

Au cours de l'année 1976, l'industrie sidérurgique ainsi que l'industrie charbonnière ont à nouveau fait largement appel aux crédits de la CECA.

La sidérurgie a continué à subir la crise la plus grave depuis la fin de la dernière guerre. Au fur et à mesure que s'est détériorée leur situation financière, les entreprises se sont vues contraintes, soit de différer nombre de nouvelles décisions d'investissements, soit de subordonner la mise en oeuvre de programmes déjà décidés, indispensables cependant au rétablissement de leur compétitivité, à un recours accru à l'emprunt.

De son côté, l'industrie charbonnière, à la suite de la crise énergétique de 1973, s'est vue fixer des objectifs visant à stabiliser le niveau de l'extraction, elle poursuit aussi des programmes entraînant un appel accru au crédit.

La Commission a apporté une contribution importante au financement des investissements des entreprises des deux secteurs de la CECA.

A cette fin, elle a utilisé dans la plus large mesure ses possibilités d'emprunt sur les marchés offrant les conditions les plus favorables. Elle est parvenue à porter le montant des prêts accordés au titre de l'article 54 - qui pendant les vingt premières années d'existence de la CECA, se situaient en moyenne à un peu plus de 50 millions d'U.C. par an - à 278 millions d'U.C. en 1973, 324 millions d'U.C. en 1974, 728 millions d'U.C. en 1975 et 982 millions d'U.C. en 1976. La part de la CECA dans le financement des investissements charbonniers et sidérurgiques est ainsi passée de 5 % à 25 %. Quant aux prêts à la reconversion consentis au titre de l'article 56, ils sont passés au cours de la même période de 3 millions d'U.C. à 63 millions d'U.C. en 1976.

L'effort de collecte de capitaux de la Commission a joué un rôle essentiel pour permettre la poursuite de programmes d'investissements sidérurgiques indispensables alors même que la détérioration des résultats d'exploitation de la quasi-totalité des entreprises sidérurgiques aurait pu en compromettre gravement la réalisation.

Certaines interventions financières de la Commission ont été effectuées à taux d'intérêt réduit. Elles ont visé des investissements industriels jugés prioritaires, ainsi que des investissements de reconversion susceptibles d'assurer le réemploi productif de la main-d'oeuvre rendue disponible du fait de changements profonds dans les modes de production ou dans les conditions d'écoulement de l'acier.

En 1977, en dépit d'un ralentissement des investissements dans le secteur sidérurgique, la CECA a maintenu le montant de ses financements à un niveau élevé. Le total des prêts versés s'est chiffré au cours des six premiers mois de l'année à 331 millions d'U.C.E..

Au cours des mois à venir, la Commission poursuivra ses efforts pour assurer le financement de la restructuration de l'industrie sidérurgique et apportera son aide aux reconversions qui s'avèrent nécessaires.